

LA GUERRE COMME POLITIQUE

Dick Cheney, le patron des Républicains



Entré en politique sur les pas de Donald Rumsfeld, Dick Cheney s'est rapidement imposé comme l'homme à tout faire du Parti républicain à la Maison-Blanche et au Congrès. Affirmant sans complexes ses choix résolument conservateurs, il a ouvert la voie aux ambitions impériales des néo-conservateurs. Cumulant ses mandats publics avec des responsabilités économiques, il est devenu Pdg d'Halliburton tandis que son épouse Lynne était administratrice de Lockheed-Martin. Il s'est imposé comme vice-président de George W. Bush.

page 2

Le « débat » Bush-Kerry en France

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le Monde a posé trois questions à Pierre Moscovici et à Pierre Lelouche au sujet de l'élection états-unienne. Il peut paraître étonnant d'interroger deux personnalités qui n'exercent pas les fonctions équivalentes dans leur parti, mais le choix se comprend mieux lorsque l'on connaît le rôle de M. Moscovici entre le NDI/NED et le PS, et celui de M. Lelouche entre l'IRI/NED et l'UMP.

page 12

REPÈRE : 20 OCTOBRE 1964

« Fuck your parliament and your constitution ! »

À Washington, l'ambassadeur grec informe le président Lyndon Johnson du rejet par Athènes d'un projet de résolution de la crise chypriote - où une guerre civile fait rage. Johnson se fâche : « *Fuck your parliament and your constitution ! Nous avons versé beaucoup de bons dollars US aux Grecs. Si votre Premier ministre vient me casser les pieds avec sa démocratie, son parlement et sa constitution alors vous pouvez lui dire que ni lui, ni sa constitution ne dureront très longtemps !* ».

C'est chose faite trois mois plus tard : l'opposition, financée par la CIA, fait chuter le gouvernement. En 1967, un coup d'État militaire renverse le gouvernement Papandréou qui avait refusé d'autoriser l'OTAN à agrandir ses bases en Grèce. La CIA met au pouvoir le colonel Papadopoulos, salarié de l'agence depuis 1952. Celui-ci est un « *stay behind* » qui a dirigé la répression brutale contre les résistants grecs lors de l'occupation nazie. De 1967 à 1976, la Grèce vivra sous la loi martiale, tous les partis politiques sont interdits et des milliers de « *gauchistes* » sont arrêtés, torturés et assassinés - avec l'assistance de la CIA. ■



IRAK : LE COMMANDEMENT ÉTATS-UNIEN FORCÉ DE RECONNAÎTRE UNE MUTINERIE

Le Central Command ne parvient plus à cacher à la population la réalité de l'occupation de l'Irak. Selon des informations transmises au journal *Clarion-Ledger* (Mississippi) par les familles de membres de la 343ème compagnie du 13ème Corps d'Armée assigné à la logistique, 19 soldats de cette unité ont refusé mercredi dernier de se joindre à un convoi pour livrer du carburant en empruntant un itinéraire particulièrement dangereux au nord de Bagdad, en raison de l'absence d'escorte blindée et de blindage des camions-citerne. La femme du sergent-chef de la compagnie a déclaré au *Clarion-Ledger* : « *J'ai eu un appel d'un officier d'une autre unité tôt le matin qui m'a indiqué que mon mari et son bataillon avaient été arrêtés sur de fausses accusations parce qu'ils refusaient de prendre part à une mission suicide* ». Face à ces révélations, le Pentagone a été forcé de diffuser un communiqué faisant état d'un « *incident isolé* ».

Selon la résistance irakienne, le nombre d'attaques et embuscades contre l'armée d'occupation s'élèverait actuellement à environ 70 par jour. ■

La guerre comme politique

Dick Cheney, le patron des Républicains

Entré en politique sur les pas de Donald Rumsfeld, Dick Cheney s'est rapidement imposé comme l'homme à tout faire du Parti républicain à la Maison-Blanche et au Congrès. Affirmant sans complexes ses choix résolument conservateurs, il a ouvert la voie aux ambitions impériales des néo-conservateurs. Cumulant ses mandats publics avec des responsabilités économiques, il est devenu Pdg d'Halliburton tandis que son épouse Lynne était administratrice de Lockheed-Martin. Il s'est imposé comme vice-président de George W. Bush.



Richard Cheney, fils d'un responsable du département d'Agriculture, grandit dans le Wyoming. Admis à l'université de Yale, il abandonne au bout de deux ans. À cette époque, il souhaite travailler et « voir le monde ». Il installe donc un temps des lignes électriques dans le Wyoming, le Colorado et l'Utah, avant de reprendre des études à l'Université du Wyoming. Il épouse Lynne Vincent, son amour de jeunesse, et part effectuer un doctorat en science politique à l'Université de Wisconsin. Alors qu'il doit partir pour le Vietnam, il obtient des dérogations en tant qu'étudiant, puis en tant que père de famille à partir de la naissance de sa fille Elizabeth, en 1966.

Membre de l'Association de science politique américaine, il monte à

Washington en 1968 avec la possibilité de travailler pour un membre du Congrès. Il passe un entretien avec **Donald Rumsfeld** qui l'éconduit. Il entre alors au service de William Steiger, du Wisconsin. Lorsque Rumsfeld décroche la présidence de l'Office of Economic Opportunity, il retente sa chance auprès de lui, cette fois avec succès. Il devient ainsi pour sept ans son principal assistant à Washington. Mais la collaboration n'est pas continue : en 1973, lorsque **Donald Rumsfeld** prend le poste d'ambassadeur états-unien à l'OTAN, Cheney profite du congé qui lui est accordé pour travailler un temps pour Bradely, Woods & Company, une société de conseil spécialisée dans le monde de la finance.

Premier séjour à la Maison-Blanche

Il ne s'agit là que d'une parenthèse. Cheney a fait ses preuves, et lorsqu'en 1974 Rumsfeld est nommé secrétaire général de la Maison-Blanche par Gerald Ford, c'est tout naturellement qu'il fait appel à son ancien assistant pour remplir le même rôle, cette fois au cœur du pouvoir. Dick Cheney tient là la chance de sa vie et il ne la laisse pas passer : travailleur infatigable, il s'occupe de toutes les questions d'intendance les plus triviales pendant plus d'un an, de la plomberie de la Maison-Blanche à l'appui-tête de l'hélicoptère présidentiel, en passant par la résolution d'un épineux problème de salières... Résultat : Cheney est omniprésent, maîtrise les arcanes de la Maison-Blanche et peut rapidement monter des opérations politiques de plus grande envergure. D'autant qu'avec la nomination de Donald Rumsfeld au poste de secrétaire à la Défense, il hérite de la place de son ancien patron, à savoir secrétaire général de la Maison-Blanche. Depuis ce poste stratégique, il œuvre avec Rumsfeld à la mise à l'écart progressive d'Henry Kissinger, dont il désapprouve la volonté de compromis avec l'URSS.



Gerald Ford et Dick Cheney

C'est donc à la fois au nom du réalisme politique et de convictions réelles qu'il incite le président Gerald Ford à se rallier au projet de « Moralité dans la politique étrangère » élaboré par son adversaire républicain des Primaires, Ronald Reagan. Cet habile choix stratégique ne suffit pas pour autant à éviter la défaite électorale du président sortant face à

Jimmy Carter. La vague démocrate qui s'ensuit

contraint Cheney à quitter Washington pour reprendre ses activités au sein de la société d'investissement Bradley, Woods & Company. Mais cette fonction n'est plus à la hauteur de celui qui vient d'être secrétaire général de la Maison-Blanche. En septembre 1977, il se présente donc au Congrès, pour remplacer le représentant démocrate du Wyoming Teno Roncalio, parti à la retraite. Malgré une première crise cardiaque en juin 1978, Cheney remporte facilement l'élection et retourne à Washington, cette fois comme parlementaire. Il n'est pas le seul Républicain à conquérir un bastion démocrate. Lors des *mid-term elections* de 1978, le *Grand Old Party* s'empare de douze sièges jusque-là détenus par les Démocrates. L'un des nouveaux élus républicains est un professeur de Géorgie du nom de Newt Gingrich. Ce dernier devient rapidement un proche de son collègue du Wyoming.

Un ultra-conservateur au Congrès

Son expérience au cœur du pouvoir exécutif permet à Cheney de sauter les étapes à la Chambre des représentants. Il connaît le fonctionnement du gouvernement fédéral et la plupart des leaders républicains. Dès 1981, ses contacts lui permettent d'être nommé président du Comité politique républicain. Il prend également un siège au sein du Comité à l'Intérieur, chargé des questions environnementales et à ce titre très courtisé par les élus financés par les industries polluantes. Il rejoint ensuite la Commission d'éthique de la Chambre et la Commission de renseignement. Il participe par ailleurs à l'ensemble des réunions organisées par les Républicains du Congrès pour définir leur stratégie politique.

Ayant travaillé pour Ford contre Ronald Reagan lors de la primaire présidentielle de 1976, Dick Cheney est parfois présenté comme un Républicain centriste par la presse de l'époque. L'étude de ses votes laisse pourtant peu de doute sur son ancrage solide à la droite de la droite. En politique étrangère, il s'oppose à l'application des traités sur le canal de Panama négociés par Jimmy Carter, soutient d'une manière systématique le développement de nouveaux armements, tels que le missile MX, et vote contre l'instauration de sanctions contre le régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Sur la scène intérieure, il vote contre le contrôle des armes (y compris celles pouvant percer des blindages et les armes indétectables pour les détecteurs de métaux), s'oppose aux lois sur l'avortement et à la discrimination positive et, en ardent supporter des industries polluantes, tente de faire échouer l'extension du Clean Water Act en 1987. Contrairement à de nombreux hommes politiques de la droite dure états-unienne qui cherchent à tout prix à se construire une respectabilité politique, Richard Cheney s'offusque lorsque le *Washington Post* le qualifie de « modéré » au début des années 1980. Il fait donc appeler la rédaction du journal par son assistant, Dave Gribben, afin de faire reconnaître qu'il est bien un « conservateur ».

Tout comme pour **Donald Rumsfeld**, la proximité de Cheney avec l'appareil d'État états-unien explique qu'il soit contacté, sous l'ère Reagan, pour participer aux opérations de simulation de coup d'État réalisées sous le commandement d'Oliver North. Si la menace officielle est alors celle d'une frappe nucléaire soviétique, c'est en réalité un coup de force du vice-président George H.W. Bush qui est envisagé par le pouvoir exécutif. En tout état de cause, Cheney, en tant qu'ancien secrétaire-général de la Maison-Blanche, se voit confier la responsabilité d'une des trois équipes intérimaires, chacune dirigées par un membre de l'administration Reagan qui ne correspond pas à l'ordre constitutionnellement et légalement établi de succession présidentielle. Ont ainsi participé à ces opérations le secrétaire à l'Agriculture, John Block, ou encore le secrétaire au Commerce, Malcom Baldrige. Le fait que ces personnalités n'aient aucune expérience dans le domaine des relations internationales permet d'envisager qu'elles auraient uniquement servi de vitrine pour les membres de l'équipe les plus qualifiés dans ce domaine, tels que Rumsfeld, Cheney, ou Woolsey. Mais cette « inexpérience » du vrai-faux président intérimaire pose surtout un problème politique important, celui de sa crédibilité face à son opinion publique nationale et à la communauté internationale. Pour affirmer cette crédibilité, une éventualité consistait à faire

remonter à la surface un sous-marin états-unien, une décision qui représente un signe clair de contrôle de l'armée par le pouvoir exécutif.

Dick Cheney ne tire pas seulement profit de sa connaissance de l'appareil d'État états-unien pour s'offrir quatre jours au secret, chaque année. En tant qu'ancien de la Maison-Blanche, il réussit à siéger à toutes les commissions du Congrès consacrées aux questions de renseignement. Lorsqu'éclate le scandale de l'Iran-Contra, en 1986-1987, il est particulièrement bien placé pour calmer les ardeurs du Congrès, pourtant décidé à en découdre. Proche du Démocrate Lee Hamilton, qui préside la commission d'enquête du Congrès, il obtient le poste de représentant de l'opposition républicaine au sein de celle-ci, et bloque toute tentative de mise en accusation du vice-président, George H.W. Bush, par les Démocrates. En 1988, il mène également l'opposition au projet de loi élaboré par le Congrès et en vertu duquel la Maison-Blanche devrait, à l'avenir, informer le Parlement de toute action secrète moins de quarante-huit heures après son déclenchement. En bon « chien de garde », Cheney est rétribué par l'obtention de postes toujours plus importants, devenant le « whip » Républicain de la Chambre des représentants en 1988, et manquant de peu de devenir le dirigeant de la minorité Républicaine. Seul l'attrait d'un poste plus important l'empêche d'accéder à cette position, qui reviendra en définitive à son ami Newt Gingrich.

Arrivée au Pentagone

George H.W. Bush n'a pas oublié l'appui important que lui a apporté Dick Cheney au Congrès, il lui renvoie donc l'ascenseur en 1989 après avoir pris ses fonctions à la Maison-Blanche. L'élaboration de l'équipe présidentielle spécialisée en politique étrangère est confiée à **James Baker III**, nommé secrétaire d'État, et au général Brent Scowcroft. Mais les deux hommes sont confrontés à une difficulté majeure : le candidat qu'ils ont choisi pour occuper le poste de secrétaire à la Défense, John Tower, est rejeté par le Sénat, officiellement à cause de sa trop grande proximité avec l'industrie de la Défense. Il lui faut donc un remplaçant, de préférence dans les rangs du Congrès afin d'éviter que le processus de désignation ne soit trop long. Scowcroft propose le nom de Cheney, avec lequel il a travaillé dans l'administration Ford. À l'époque conseiller à la sécurité nationale, ce proche de Kissinger discutait beaucoup avec le secrétaire-général de la Maison-Blanche pour tenter d'aplanir les différends de son patron avec Donald Rumsfeld. À la même époque, Cheney avait d'ailleurs travaillé avec **James Baker** à la campagne de réélection de Gerald Ford. Fort de ce double soutien, il prend rapidement ses fonctions au Pentagone, où il fait la connaissance de **Paul Wolfowitz**, initialement choisi par John Tower. Il refuse de soutenir ouvertement **Richard Armitage**, candidat au poste de secrétaire à l'Army, face aux attaques des associations de vétérans emmenées par le milliardaire Ross Perot. Armitage est finalement contraint de retirer sa candidature. Les amitiés et les inimitiés qui se nouent à ce moment autour de Dick Cheney perdureront au sein de l'administration néo-conservatrice de George W. Bush.



Dick Cheney et Donald Rumsfeld

Pour l'heure, le nouveau secrétaire à la Défense a du pain sur la planche. Pour mener à bien sa politique, il cherche à s'assurer les faveurs de Colin Powell. Les deux hommes se connaissent depuis le début des années 1980, lorsque Cheney était membre du Congrès et que Powell était commandant en Allemagne. Ils avaient ensuite beaucoup discuté lorsque Powell était conseiller à la sécurité nationale de Ronald Reagan, tandis que Cheney était un dirigeant de la minorité Républicaine de la Chambre des représentants. Cheney n'hésite donc pas à forcer la main du président George H.W. Bush pour que celui-ci le désigne au poste de chef d'état-major interarmes, après que l'amiral William Crowe eût annoncé son intention de prendre sa retraite. Une fois cette nomination entérinée, les deux hommes décident de se rencontrer quotidiennement, pour travailler ensemble aux défis qui les attendent. Car le 10 novembre 1989, la chute du mur de Berlin entraîne la disparition de l'adversaire le plus redouté de Washington, à savoir l'URSS. Une réévaluation de l'appareil militaire états-unien s'avère nécessaire, et tant Powell que Cheney sont décidés à limiter au maximum les restrictions du budget militaire que réclament les Démocrates.

« Coup tordu » au Panama

En décembre 1989, Cheney doit superviser l'opération « Juste Cause » au Panama. Fatigués des excès du général Manuel Noriega, les États-Unis souhaitent le remplacer. Noriega avait pourtant joué un rôle actif dans la région, afin de permettre à Washington de conserver le contrôle de sa chasse gardée. Dans les années 1979, cet **ancien élève de l'École des Amériques** devenu agent de la CIA, avait notamment « *facilité les échanges d'armes et de drogues effectués par les Contras du Nicaragua, en fournissant sa protection militaire, des pilotes, (...) et des capacités bancaires très discrètes pour tout le monde* » [1], à l'époque où les États-Unis luttaient contre la guérilla sandiniste sur place. Mais ses revendications deviennent de plus en plus insupportables pour la Maison-Blanche, qui souhaite se débarrasser de cet allié un peu encombrant à la veille de la restitution du canal de Panama, prévue le 1er janvier 1990. Washington décide donc d'une intervention en décembre 1989, en s'appuyant sur la synergie existante entre Dick Cheney et Colin Powell. Ce dernier voit là un formidable terrain pour appliquer sa doctrine militaire, héritée du désastre du Vietnam et aujourd'hui hâtivement résumée par le slogan « guerre zéro mort ». Cette doctrine consiste à s'assurer que l'envoi de troupes états-uniennes n'a lieu que si les objectifs sont précisément définis, que

l'opinion publique est amenée à soutenir l'intervention et que la puissance militaire déployée est phénoménale.

L'opération est effectivement un succès. Le débarquement massif de Marines sur place, avec pour seule consigne de « sauver leur peau », aboutit au massacre de plusieurs milliers de Panaméens, dont de nombreux civils. Manuel Noriega est arrêté et transféré à Miami, où il sera condamné à purger une peine de prison de quarante ans pour trafic de drogue. Dans le même temps, les États-Unis installent un gouvernement fantoche à Panama dont ils confient la direction à Guillermo Endara, lui-même lié au crime organisé et notamment aux barons de la drogue. D'après le *Los Angeles Times*, ce remaniement à la tête du cartel, orchestré depuis la Maison-Blanche, aura pour principale conséquence de démultiplier le nombre de laboratoires de fabrication de cocaïne au cours des années qui suivent. Dans le même temps, Powell y voit, d'un point de vue militaire, une confirmation du bien-fondé de ses conceptions stratégiques. D'autant que l'opération, qui relève pourtant du plus classique des « coups tordus » et n'a pas fait l'économie des vies humaines panaméennes, n'a pas suscité d'opposition notable au sein de l'opinion publique états-unienne. Dick Cheney peut mesurer là toute la force de la propagande. Une arme à laquelle il aura souvent recours par la suite.

Le laboratoire irakien

Le secrétaire à la Défense participe à la construction de la menace irakienne, avec l'aide de son assistant, le spécialiste en menaces imaginaires, **Paul Wolfowitz**. La stratégie élaborée par les deux hommes est simple : il s'agit d'inciter Saddam Hussein à envahir le Koweït, d'accréditer l'idée que le dictateur menace l'Arabie saoudite, afin de déployer des troupes états-uniennes dans la région du Golfe. Le plan fonctionne parfaitement : les compagnies pétrolières koweïtiennes commencent, à la mi-1990, à extraire du pétrole dans des gisements situés de l'autre côté de la frontière, en territoire irakien, tout en augmentant leur production, ce qui fait chuter les cours. Non seulement l'émir reste sourd aux protestations de Bagdad, puis aux menaces de Saddam Hussein, mais il réclame le remboursement immédiat des facilités accordées à l'Irak pour combattre pendant dix ans l'Iran. Cependant le dictateur irakien n'est pas inconscient : s'il est tenté de profiter de cette provocation pour réintégrer *manu militari* l'ancienne province irakienne au sein de l'Irak, il sait qu'il ne peut pas agir sans la bénédiction de Washington. Le 25 juillet 1990, il convoque donc l'ambassadrice états-unienne à Bagdad, April Glaspie, pour évoquer avec elle ce différend avec le Koweït.

Celle-ci lui tient des propos dans un langage diplomatique sans équivoque : *« J'étais à l'ambassade américaine au Koweït à la fin des années 1960. Les instructions qui nous étaient données à l'époque étaient que nous ne devons exprimer aucune opinion sur cette question et que cette question n'est pas associée à l'Amérique. James Baker a exigé de nos porte-parole officiels qu'ils insistent sur cette directive »* [2]. Quelques jours plus tard, le département d'État rappelle fort opportunément qu'aucun accord de défense ne lie les États-Unis au Koweït. Muni de ce « feu vert » et après l'échec d'une ultime négociation, Saddam Hussein lance l'offensive.

L'invasion du Koweït n'est pas une surprise pour l'administration Bush, mais elle est interprétée différemment selon les responsables. Colin Powell affirme ainsi, dès le départ que « *nous irions en guerre pour l'Arabie saoudite, mais je doute que nous le ferions pour le Koweït* » [3]. Pour les faucons Cheney et Wolfowitz, c'est au contraire l'occasion rêvée de négocier auprès de l'Arabie saoudite



L'ambassadrice April Glaspie confirme à Saddam Hussein qu'il a le feu vert des États-Unis pour annexer le Koweït.

l'installation de bases militaires états-uniennes sur son territoire. Les deux hommes multiplient donc les déclarations alarmistes sur les volontés expansionnistes de Saddam Hussein, tout en s'efforçant de faire échouer les négociations avec le dictateur irakien, pourtant prêt à se retirer du Koweït pour éviter la débâcle [4]. Cheney doit cependant composer avec l'opposition, au sein de l'administration, de son ancien allié Colin Powell. Ce dernier redoute déjà que les États-Unis ne s'engagent dans une aventure militaire périlleuse. Mais les « faucons » se montrent plus convaincants. Dick Cheney va même jusqu'à proposer au président Bush de déclarer la guerre sans demander l'aval - pourtant constitutionnellement obligatoire - du Congrès. George H.W. Bush refuse cette position extrémiste, mais se laisse néanmoins convaincre de la nécessité d'intervenir militairement. L'opposition entre le secrétaire à la Défense et le chef d'état-major interarmes ne peut en sortir que renforcée, d'autant que Cheney et Wolfowitz vont jusqu'à tenter d'élaborer eux-mêmes un plan d'attaque militaire, avec l'aide d'Henry S. Rowen, dans le dos de Colin Powell [5]. Malheureusement pour ses auteurs, le plan suscite l'opposition de l'Arabie saoudite et de la Turquie, puisqu'il menace de provoquer une instabilité durable dans le pays même après un éventuel retrait, et apparaît au-delà comme un préalable à une partition de l'Irak. Il est donc rejeté. La Maison-Blanche opte plutôt pour un plan d'intervention massive, dans lequel l'armée états-unienne est soutenue par une coalition internationale, avec un rôle prépondérant de la propagande pour s'assurer de la bienveillance des opinions publiques nationales et internationales.

Il s'agit là d'une solution médiane, qui satisfait à la fois les défenseurs de la « doctrine Powell » et le clan des « faucons ». Les deux tendances de l'administration tombent finalement d'accord sur la légitimité de l'intervention. Le succès militaire rapide et « indolore » pour les troupes états-uniennes (à peine une soixantaine de morts et une cinquantaine de « disparus ») est une nouvelle confirmation, aux yeux des Républicains, de la justesse de la stratégie des néo-conservateurs. D'autant que Cheney et Powell ont réussi à s'accorder, contre la position jusqu'au-boutiste de Wolfowitz, sur la nécessité de mettre un terme rapidement à l'équipée militaire. La réussite est donc totale.

Un « faucon » est né

Après plusieurs années au Pentagone et deux opérations militaires particulièrement réussies, l'idéologie de Dick Cheney en matière de politique internationale s'est considérablement renforcée. Nul doute que la proximité

avec Paul Wolfowitz a également joué un rôle dans l'élaboration d'une véritable doctrine néo-conservatrice dans ce domaine.

Les États-Unis, et singulièrement l'armée US, sont alors confrontés à une véritable remise en question, du fait de l'effondrement lent mais sûr de l'ancien bloc soviétique. Dans ce contexte, Cheney se rallie entièrement à la doctrine Wolfowitz qui vise à décourager les puissances émergentes de vouloir concurrencer les États-Unis, par le maintien d'une puissance militaire forte. Cette doctrine est développée dans le *Defense Planning Guidance* de 1992, commandé par Cheney, coordonné par Wolfowitz et rédigé par Zalmay Khalilzad [6]. Lorsque certains passages « fuitent » dans la presse et alimentent la polémique, Cheney défend le texte, à la différence de Wolfowitz qui cherche surtout à se protéger. Le secrétaire à la Défense, lui, n'a jamais eu peur d'afficher ses opinions. Quelques semaines plus tard, lorsque la version définitive du rapport est publiée, après sa réécriture partielle par Scooter Libby, c'est le nom de Richard Cheney qui figure sur la couverture.



Dick Cheney et Colin Powell distrayant la galerie

Comme l'ensemble de l'administration Bush, le secrétaire à la Défense est écarté de la sphère politique après l'arrivée au pouvoir de Bill Clinton, en janvier 1993. Il retourne alors dans le civil, à l'**American Enterprise Institute**, le think-tank par excellence des néo-conservateurs. Il se sent suffisamment fort, en 1993, pour évoquer son éventuelle candidature aux primaires républicaines, en vue de battre Bill Clinton « *sur le thème de la politique étrangère* ». L'accueil de son parti est trop mitigé pour l'encourager à poursuivre : comme Rumsfeld avant lui, il est contraint de renoncer en janvier 1995. Mais l'ambition politique de retourner aux affaires est toujours là. La même année, il est nommé président-directeur général du géant de l'équipement pétrolier Halliburton [7], une société qu'il avait aidée par le passé à obtenir de mirobolants contrats militaires [8]. La boucle est bouclée : Cheney appartient désormais à la fois à au sommet de l'appareil d'État états-unien tout en ayant des intérêts dans le domaine énergétique [9]. Un mélange des genres récurrents dans la vie politique états-unienne, et qui va être aussi profitable à ses finances personnelles qu'à celles de la firme. Celle-ci bénéficie en effet dans les grandes largeurs du carnet d'adresses de Dick Cheney et de ses relations avec le milieu de la Défense. Sous l'administration démocrate, Halliburton va notamment obtenir le marché logistique mirobolant lié au déploiement de troupes états-

uniennes en Bosnie puis au Kosovo.

La politique étrangère agressive menée par le président Clinton, surtout après sa réélection de en 1996, ne satisfait pas pour autant les Républicains les plus bellicistes auxquels Cheney s'est progressivement rallié. L'ancien Secrétaire à la Défense adhère au projet néo-conservateur de conquête du pouvoir, qui prend forme dès janvier 1997. La même année, il fait partie de 25 premiers signataires de la Déclaration de principes du Projet pour un nouveau siècle américain [10], publié par l'American Enterprise Institute. Il participe activement aux réunions de la division « Politique étrangère » du Congressional Policy Advisory Board, monté au sein du Parti républicain par Martin Anderson pour permettre l'élaboration d'une politique étrangère néo-conservatrice, avec le soutien financier du Hoover Institute, de la **Fondation Heritage** et de l'**American Enterprise Institute**. Il y côtoie ses amis **Donald Rumsfeld**, **Paul Wolfowitz** et **George Shultz**, mais aussi **Casper Weinberger** et la protégée du candidat Bush, **Condoleezza Rice**. Il supervise également la première réunion des Vulcains, briefe Rice et Armitage, eux-mêmes conseillers de Bush sur les questions de politique étrangère, et mobilise tout son réseau dans la campagne. Ses efforts sont récompensés : chargé par George W. Bush de désigner le vice-président sensé figurer sur le ticket présidentiel, il finit par proposer son propre nom. Un choix vite adoubé par le fils de l'ancien président, qui lui avait déjà suggéré l'idée quelques mois auparavant. Le dispositif est complet.

Il n'est finalement pas étonnant que Richard Cheney se soit affirmé comme le leader des néo-conservateurs. On peut en effet considérer le personnage comme une synthèse des différentes composantes de cette alliance, à la fois membre de l'American Enterprise Institute, du Jewish Institute for National Security Affairs, ancien PDG d'Halliburton et ancien secrétaire à la Défense. Il maîtrise à ce titre toutes les facettes du complexe militaro-industriel qui gouverne les États-Unis depuis plus de cinquante ans.

[1] *L'État Voyou*, de William Blum, Parangon, 2002.

[2] « **Excerpts From Iraqi Document on Meeting with U.S. Envoy** », *New York Times*, 23 septembre 1990.

[3] *My American Journey*, par Colin Powell, Ballantine Books, 1995.

[4] Sur les négociations secrètes avec l'Irak conduites par la France, voir « **Le double jeu de François Mitterrand** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 3 novembre 2003.

[5] Sur cet épisode, voir « **Paul Wolfowitz, l'âme du Pentagone** », par Paul Labarique, *Voltaire*, 4 octobre 2004.

[6] *Ibid* et « **La doctrine stratégique des Bush** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 9 juillet 2004.

[7] Voir « **Halliburton, profiteur de guerre**, par Arthur Lopic, *Voltaire*, 23 septembre 2004.

[8] En 1992, alors que Dick Cheney vivait ses derniers mois en tant que Secrétaire à la Défense, Halliburton remporta un contrat de fourniture logistique auprès du Programme militaire d'augmentation de la logistique civile (Army's Logistics Civil Augmentation Program, LOGCAP). D'après les experts, « *c'est la première fois que l'armée sous-traitait un tel programme de planification à une entreprise privée* ». Halliburton fournit

notamment la logistique pour l'intervention militaire états-unienne en Somalie. « Dick Cheney and the Self-Licking Ice Cream Cone », in *How Much Are You Making On The War Daddy ? - A Quick and Dirty Guide to War Profiteering in the Bush Administration*, de William D. Hartung, Nation Books, 2003.

[9] Son épouse, Lynne Cheney, est quant à elle responsable de l'American Enterprise Institute et administratrice du géant de l'armement **Lockheed Martin**.

[10] Pour une liste des signataires successifs du Projet, voir le site **Right Web**.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le « débat » Bush-Kerry en France

Analyse

Robin Cook, ancien ministre travailliste des Affaires étrangères, note dans le *Guardian* que les mobiles officiels ayant justifié de l'invasion de l'Irak ayant été démentis, cette guerre n'avait pas de fondement légal. Il s'ensuit que les opérations militaires étaient des crimes les auteurs pourraient avoir à répondre devant la Justice internationale. Cette polémique, qui se développe à l'intérieur du Parti travailliste, est relancée alors que M. Blair assistait à la VI^e Conférence progressiste à Budapest. Cette rencontre internationale, initiée par Tony Blair et Bill Clinton, vise à développer un courant social-réaliste dont on comprend de plus en plus qu'il se borne à un alignement des partis de gauche sur les États-Unis. Cependant la conférence a tourné au vinaigre lorsque M. Blair a, une nouvelle fois, plaidé pour restaurer l'unité européenne et les relations transatlantiques en tournant la page irakienne. Le Premier ministre espagnol, José Luis Zapatero, lui a répondu vertement que l'on ne saurait passer une guerre illégale par pertes et profits, et que c'est le comportement britannique qui porte atteinte à l'unité européenne : du suivisme en Irak à l'occupation de Gibraltar.

Au Royaume-Uni comme à l'étranger, le blairisme ne séduit plus.

Le Monde a posé trois questions à Pierre Moscovici et à Pierre Lellouche au sujet de l'élection présidentielle états-unienne. Il peut paraître étonnant d'interroger deux personnalités qui n'exercent pas les fonctions équivalentes au sein du PS et de l'UMP, mais le choix du quotidien atlantiste se comprend mieux lorsque l'on connaît le rôle de M. Moscovici entre le **NDI/NED** et le PS, et celui de M. Lellouche entre l'**IRI/NED** et l'UMP. C'est donc au regard du clivage propre à l'appareil d'influence des États-Unis et non à la vie politique intérieure française que l'on peut interpréter cette sélection.

Pour Pierre Moscovici, les programmes de Bush et de Kerry convergent. Les États-Unis prennent conscience qu'ils doivent revenir au multilatéralisme. Aussi faut-il se préparer à un rapprochement.

Pour Pierre Lellouche, la politique des États-Unis dépasse les personnes de Bush et de Kerry. Elle est aujourd'hui tournée vers l'exercice de la « supériorité américaine » pour démocratiser le monde. Il faut donc se préparer à un rapprochement.

Bref, le consensus états-unien fait tache d'huile dans les élites françaises. Jim Hoagland, éditorialiste du *Washington Post*, peut rassurer ses lecteurs. Tout n'est pas perdu avec la France : bientôt Jacques Chirac sera remplacé par Nicolas Sarkozy qui rétablira les relations transatlantiques. Ce M. Sarkozy, que l'auteur a eu le plaisir de rencontrer lors du voyage officiel du ministre aux États-Unis, sera certainement un excellent partenaire dans la lutte contre le terrorisme.

À propos de consensus, les président et vice-président de la Commission présidentielle sur le 11 septembre, Thomas H. Kean et Lee H. Hamilton expliquent aux lecteurs du *Christian Science Monitor* comment ils ont animé leur enquête. Leur souci principal a été d'équilibrer toute critique des administrations Clinton et W. Bush, des démocrates et des républicains. Une préoccupation, revendiquée et assumée, qui n'est évidemment pas compatible avec la recherche de la vérité.

Le journaliste Bartle Breese Bull rappelle dans le *New York Times* que le parti de l'imam Sadr pourrait obtenir la majorité absolue des voix aux élections irakiennes de janvier. Il conviendrait donc de cesser de le diaboliser et de se préparer à l'avoir comme interlocuteur légitime. D'autre part, poursuit-il, Ahmed Chalabi, qui a été tant décrié, apparaît aujourd'hui comme un leader crédible qui s'est affranchi des États-Unis. Il serait donc judicieux de s'appuyer sur lui pour conserver une influence sous un gouvernement Sadr.

Ce raisonnement se trahit de lui-même : si l'auteur espère que Washington puisse s'appuyer sur M. Chalabi, c'est bien que celui-ci est toujours l'homme des États-Unis et que sa rupture n'est qu'une mise en scène. Cependant il existe aujourd'hui des dissensions au Conseil de sécurité nationale entre les « soft » qui veulent jouer la carte Chalabi en composant avec Sadr, et les « durs » qui veulent confisquer la totalité du pouvoir en s'appuyant sur Allaoui et les anciens cadres du Ba'as.

Enfin, Patrick Clawson, du WINEP, dénonce dans le *Los Angeles Times* la menace que la nucléarisation de l'Iran fait peser sur Israël. L'auteur déplore que les projets de bombardement de l'Iran ne soient pas mis à exécution, compte tenu des capacités de riposte iraniennes. Aussi préconise-t-il d'isoler ce pays en lui appliquant la technique du « cordon sanitaire » autrefois utilisée contre l'URSS.

Réseau Voltaire

Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

« La victime de la semaine : le dossier légal en faveur de la Guerre d'Irak »

Source : The Guardian

Référence : « This week's casualty : the legal case for war in Iraq », par Robin Cook, *The Guardian*, 15 octobre 2004.

Lorsque j'ai rencontré Zaneb à Brighton pendant la convention travailliste, elle ne pouvait marcher qu'avec des béquilles. Une de ses jambes était amputée après qu'elle et les enfants avec qui elle jouait furent touchés par les bombardements à Bassora lors de l'invasion. 17 membres de sa famille sont morts ce jour-là. Cet événement est caractéristique des guerres modernes qui font plus de morts parmi les civils que parmi les combattants et dans un pays en voie de développement comme l'Irak, où la moitié de la population a moins de 14 ans, nombre de morts sont des enfants. Toute décision de mener une guerre doit tenir compte de ces paramètres et il ne faut donc amorcer une guerre que quand on dispose de certitudes.

Il est désormais clair, au contraire, que la décision de faire la guerre à l'Irak n'a été prise qu'en se basant sur des renseignements sporadiques qui se sont révélés faux, ce que le gouvernement savait avant de décider de mener la guerre. Désormais que cela est évident, **Tony Blair** plaide les bonnes intentions. Si on le croit, il aurait agi sur la base d'informations erronées. Dans ces conditions, pourquoi n'est-il pas davantage en colère contre ceux qui l'ont mal conseillé ? Blair est curieusement indulgent avec ceux-ci.

Une autre question qui se pose est la base légale sur laquelle la guerre a été décidée. Les experts sont désormais unanimes : cette guerre était illégale. Le 10 Downing Street a cependant préféré suivre les conseils légaux d'un professeur de la London School of Economics plutôt que ceux des experts du gouvernement qui affirmaient qu'il fallait une seconde résolution pour permettre d'attaquer l'Irak légalement. En outre, comme la justification légale à la guerre était le désarmement et qu'il avait eu lieu avant la guerre, le dossier légal ne repose aujourd'hui plus sur rien. Il s'agit d'une question cruciale, presque autant que le fait que nous ayons transformé l'Irak en source d'instabilité car la coopération dans la guerre au terrorisme repose sur le respect de la loi. En violent la loi, nous affaiblissons la coopération.

Pierre Moscovici



Pierre Moscovici est ancien ministre socialiste français des Affaires européennes (1997-2002).

« Trois questions à Pierre Moscovici »

Source : Le Monde

Référence : « Trois questions à Pierre Moscovici », par Pierre Moscovici, *Le Monde*, 16 octobre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Autant je considère que Jacques Chirac, sur la guerre en Irak, a eu raison, autant je trouve la posture de guérilla contre les États-Unis qu'il a adoptée depuis un peu vaine car elle ne permet pas de rassembler les Européens, ni d'affirmer une stratégie alternative. Ceux d'entre nous qui sont allés à la convention démocrate en août ont pu mesurer à quel point la relation franco-américaine est détériorée : **John Kerry** ne souhaitait pas que des Français se prononcent en sa faveur tant, même dans l'électorat démocrate, l'image de la France est détériorée. Après l'élection, quel que soit le résultat, il faudra changer de politique car on ne peut pas rester à une situation aussi mauvaise. Même si **John Kerry** est élu, les États-Unis resteront un pays légitimement traumatisé par le 11 septembre. Ils resteront la principale puissance de la planète et le désengagement d'Irak prendra du temps. Toutefois, son élection nous offrirait un partenaire plus facile. Mais même en cas de réélection de **George W. Bush**, nous devons tenter un rapprochement. Certains pensent que le second mandat Bush sera le même que le premier, mais en pire. Je n'y crois pas. Le fait que George Bush reprenne un certain nombre de thèmes démocrates vers la fin de sa campagne prouve que lui-même doit avoir intérêt à une sortie progressive d'Irak et à impliquer ses partenaires dans ce processus, ce qui inclurait la France.

Pierre Lellouche



Pierre Lellouche est député UMP de Paris, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

« Trois questions à Pierre Lellouche »

Source : Le Monde

Référence : « Trois questions à Pierre Lellouche », par Pierre Lellouche, *Le Monde*, 16 octobre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

En cas d'élection de **John Kerry**, les relations franco-américaines s'amélioreront dans la présentation, dans le style, mais je ne partage pas l'idée que la politique de **George W. Bush** est une aberration temporaire. Ce qui est en route aux États-Unis, ce n'est pas le néo-conservatisme, mais le nationalisme : la restauration de la liberté de manœuvre des États-Unis, la défiance envers les organisations internationales, la volonté d'assurer la supériorité de la puissance américaine. En cas d'élection de Kerry, cette tendance se poursuivra. Dans ces conditions, nos relations avec les États-Unis ne s'amélioreront que si nous changeons. Plutôt que de mener la guerre en Irak, j'aurai préféré que les États-Unis

terminent ce qu'ils ont amorcé en Afghanistan. Toutefois l'attitude de la France m'a heurté car en choisissant de taper frontalement sur les États-Unis, on n'a pas empêché la guerre et on a fait éclater le front européen. D'autre part, l'élimination du régime de Saddam Hussein, quelles que soient les difficultés actuelles, ouvre la possibilité d'un autre futur pour le peuple irakien. Il convient de donner à l'ONU les moyens de participer à ces développements. Nous devons cesser de ne veiller qu'à la stabilité des régimes en place dans le monde arabo-musulman, cela donne ce que l'on sait : la tentation de l'intégrisme. Les Américains, c'est vrai, s'y sont mal pris, mais nous ne pouvons pas, de notre côté, nous en tenir à la conservation de l'existant. Moi, je n'attends qu'une chose : que l'Europe articule son projet à elle.

Jim Hoagland



Jim Hoagland est éditorialiste au *Washington Post*.

« Franc parler... en Français »

Source : *Washington Post*

Référence : « Straight Talk -- in French », par Jim Hoagland, *Washington Post*, 15 octobre 2004.

Les ministres des finances et les dirigeants des Banques centrales sont payés pour être prudents. Même au cœur du FMI, on voit souvent les ministres lire leurs notes et ne rien dire de dix façon différentes. Ce n'est pas la méthode de **Nicolas Sarkozy**, le ministre des Finances français et candidat déclaré à la succession de **Jacques Chirac** en 2007. Il a récemment traité de questions monétaires de façon directe, ce qui a choqué certains et impressionnés d'autres. En visitant Washington et New York ce mois-ci, Sarkozy a démontré ses qualités. Son accession cette année en tête des sondages est une importante indication sur les changements observables dans les grands partis politiques d'Europe.

Le message de Sarkozy est que les politiciens du vieux continent ne peuvent traiter des relations avec leurs voisins musulmans et leurs minorités musulmanes avec des platitudes. La nature de l'islam en Europe est également devenue un sujet important en Allemagne. Ce débat a été relancé à l'occasion de l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, une négociation que beaucoup d'Européens considèrent être une exigence des États-Unis. Les États-Unis doivent cesser ces demandes et en échange l'Union européenne doit s'impliquer davantage dans la guerre au terrorisme.

Nicolas Sarkozy peut avoir un rôle important dans l'amélioration des relations transatlantiques sur la sécurité globale, lui qui a œuvré, en tant que ministre de l'Intérieur pour construire un islam de France et pour combattre les militants islamiques.

Thomas H. Kean, Lee H. Hamilton



Ancien gouverneur républicain du New Jersey et membre de la National Endowment for Democracy, Thomas H. Kean a été président de la Commission d'enquête sur le 11 septembre. Il dirige la société pétrolière Amerada Hess.



Ancien représentant démocrate de l'Indiana et membre de la commission d'enquête sur l'irangate et de la U.S. Commission on National Security/21st Century, Lee H. Hamilton a été vice-président de la Commission d'enquête sur le 11 septembre.

« Comment les républicains et les démocrates ont mené leur travail dans la commission sur le 11 septembre »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « How the D's and R's faded in 9/11 commissioners' task », par Thomas H. Kean et Lee H. Hamilton, *Christian Science Monitor*, 15 octobre 2004.

Quand nous avons été nommés président et vice-président de la **Commission d'enquête sur le 11 septembre**, nous avons dû faire face à deux problèmes majeurs : l'ampleur de la tâche à accomplir et le poison des tensions bipartisans. En un sens, c'est ce second problème qui a été le plus préoccupant car nous savions, après les difficultés rencontrées lors de la création de la commission, qu'il faudrait parvenir à des conclusions faisant l'unanimité. Durant nos auditions, les membres des deux partis ont mené des attaques et des contre-attaques contre **George W. Bush** ou **Bill Clinton** et notre travail a eu lieu durant des controverses comme celle entourant la publication des mémoires de **Richard Clarke** ou celles des primaires. Nous avons géré cette situation en rejetant les conseils de ceux qui nous demandaient d'affronter la Maison-Blanche ou de ceux qui nous disaient de mener une enquête calme derrière des portes closes. Nous avons cherché à avoir une approche équilibrée et nos rapports avec la Maison-Blanche ont mêlé la négociation et la coopération, ce qui nous a permis d'accéder à un grand nombre d'informations. Au sein de la commission, nous avons tenté de développer nos liens entre membres pour éviter les oppositions partisans. Souvent nous sommes aller dîner les uns et chez les autres. Nous avons réussi à briser ainsi les divisions partisans. Nous avons décidé, en tant que président et vice-président de la commission, d'apparaître à la télévision toujours ensemble et nous avons encouragé les autres membres de la Commission à apparaître par paire bipartisans. Nous avons décidé également de nous concentrer sur les seuls faits avant de trancher dans de longues délibérations sur ce que nous mettions dans notre rapport. Dans notre travail, nous avons été inspirés par la façon dont le 11 septembre a transformé la nation et par les familles de victimes. Nous ne nous sommes pas laissés aspirer par les querelles politiciennes et elles se sont effacées devant notre résolution à combattre le terrorisme islamiste.

Bartle Breese Bull

Bartle Breese Bull est correspondant à Bagdad du *Financial Times*.

« Le nouveau couple d'Irak »

Source : New York Times

Référence : « Iraq's New Power Couple », par Bartle Breese Bull, *New York Times*, 15 octobre 2004.

Après le cessez-le-feu à Nadjaf entre les forces américaines et l'armée du Mehdi, beaucoup ont fait part de leur scepticisme quant à la réalité de la volonté de Moqtada Sadr de participer aux élections de janvier comme il l'a promis. Pourtant, deux événements récents montrent que leur scepticisme était peut-être déplacé.

Le premier événement est l'intention affichée par M. Sadr de former un parti politique, parti qui devait initialement s'appeler le parti du Mehdi, mais qui adoptera l'appellation plus consensuelle de Front patriotique. Il apparaît de plus en plus que l'insurrection de cet été à Nadjaf et à Sadr City n'avait pas d'autres buts que de rassembler autour de Sadr les jeunes chiites pauvres, pas de chasser les forces d'occupation. Son parti pourrait avoir 55 % des voix en janvier prochain.

Le second événement est le retour au premier plan d'**Ahmed Chalabi** qui a publiquement rompu avec les États-Unis en mai. Pour les chiites, Chalabi a aujourd'hui les bons ennemis (Saddam Hussein, Washington, **Iyad Allaoui** et les sunnites) et il a les bons amis (les élites économiques chiites), par ailleurs, il a rencontré Ali Sistani une douzaine de fois. Il a aussi rencontré régulièrement les hommes de Sadr. Pas mal pour un homme présenté comme un mort politique cet été. Il est en train de reformer un parti politique qui développe des contacts avec les sunnites et les Kurdes.

Washington doit cesser de voir Sadr et Chalabi comme des ennemis car leur alliance pourrait être cruciale dans la construction d'un Irak libre.

Patrick Clawson



Patrick Clawson est vice-président du Washington Institute for Near East Policy et rédacteur du *Middle East Quarterly* publié par le *Middle East*

« Comment gérer l'Iran sans le bombardier »

Source : Los Angeles Times

Référence : « How to Rein In Iran Without Bombing It », par Patrick Clawson, *Los Angeles Times*, 15 octobre 2004.

L'Iran a la technique nécessaire à la construction d'une bombe nucléaire. Il déploie des missiles de longues portées qui seraient inutiles s'ils n'étaient pas équipés de têtes nucléaires et il a affirmé qu'il continuerait à enrichir de l'uranium malgré les demandes de l'ONU d'arrêter cette production. **George W.**

Forum de Daniel Pipes.

Bush et **John Kerry** ont tous deux déclaré qu'une bombe nucléaire iranienne était inacceptable et **Ariel Sharon** a tenu des propos encore plus durs. Dans ces conditions, il est possible que les États-Unis et Israël frappent l'Iran. Il reste une chance d'agir diplomatiquement, mais il faudrait pour cela que la communauté internationale fasse comprendre à l'Iran qu'il a beaucoup à perdre en continuant son programme et beaucoup à gagner en y renonçant. Malheureusement, quelle sanction prendre contre l'Iran alors qu'il est difficile de se passer de ses 2,5 millions de barils de pétrole quotidiens compte tenu de la hausse des prix des hydrocarbures. En contrepartie, une frappe militaire est peu probable car les Iraniens ont des sites secrets et ont un programme nucléaire plus éclaté que celui de l'Irak en 1981. En outre, l'Iran pourrait riposter en minant le Golfe persique, augmentant encore le prix du baril, ou en accroissant son soutien au terrorisme. Une invasion de l'Iran est également improbable car la population ne l'accueillerait pas positivement malgré son désir de mettre un terme au régime des mollahs. En outre, une telle invasion nuirait à notre image dans le monde et à notre capacité à mobiliser des gouvernements pour nous aider. Enfin, les États-Unis manquent de troupes disponibles. La seule solution dans ces conditions est l'endiguement de l'Iran et la menace.